

Crise de la jeunesse : un défi

par Jean-Blaise FELLAY s.j.,* Fribourg

Les jeunes se distancient de l'Eglise ; peu d'entre eux s'engagent dans la vie des paroisses. Une situation préoccupante, parallèle à celle que l'on peut observer plus généralement au niveau politique, et qui impose, d'urgence, à l'institution ecclésiale une réflexion.¹ Jean-Blaise Fellay s'interroge sur le manque de culture historique des nouvelles générations, sur la sécularisation, sur la nouvelle conception du temps marquée par la rupture et le provisoire, mais aussi sur la difficulté de notre Eglise à dépasser les cadres d'une morale bourgeoise, pour mettre le rapport à Dieu et la vie spirituelle intérieure au centre de son enseignement.

Lors d'une réunion de clergé, un curé d'expérience s'écria : «Il nous faut bien voir que dans dix ou vingt ans, ce sont des laïcs qui reprendront nos paroisses !» Je me suis dit que c'était faire preuve d'un bel optimisme ! Je suis admiratif de l'engagement de nombreuses femmes, et d'hommes aussi, en faveur des paroisses. Actuellement, nous disposons de laïcs engagés - et souvent bénévoles - qui portent avec dévouement des tâches pastorales, mais qu'en sera-t-il dans vingt ans ? Quand je vois, dans certaines paroisses, l'absence des 15-30 ans, je doute fortement que, parmi ces absents, ils seront nombreux à sacrifier leurs dimanches pour des services liturgiques (qui de toute façon ne les intéressent pas), donner du catéchisme (auquel ils ne croient pas) ou s'engager d'une manière ou d'une autre, *gratis pro Deo*, au service de l'Eglise. Ce qui veut dire que dans vingt ans, si rien ne change, nous retrouverons les mêmes laïcs dévoués qu'aujourd'hui, avec autant d'années en plus.

On a vu cela, il y a cinquante ans, dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Dans les régions catholiques, ces services étaient portés en bonne partie par les

congrégations religieuses. Leur modèle a longtemps déterminé le style de vie des laïcs. Il paraissait tout à fait naturel que des institutrices ou des infirmières soient peu payées, restent célibataires et ne comptent pas leurs heures de travail. Puis le virage s'est pris de manière radicale, et sans doute irréversible. Le travail social s'est laïcisé, il a été pris en charge par l'Etat, l'apport financier s'est fait substantiel.

Peut-on donc imaginer que des jeunes qui trouvent actuellement les cérémonies ennuyeuses et vides de sens, l'enseignement inapplicable et absurde, l'«institution ecclésiastique» étrange, voire odieuse, se mettent à s'engager dans la liturgie, la catéchèse ou l'action caritative ? Ce serait un bien admirable retournement. Cette situation ne va pas s'améliorer sans un sérieux effort en direction de la jeunesse. Et cet effort ne peut réussir sans une réflexion exigeante sur l'Etat actuel de l'Eglise. Il ne suffit pas de déplorer la désaffection de la jeunesse, elle a des causes. Et, comme toujours, une

* Historien, directeur du Centre inter-diocésain de formation théologique.

partie de ces causes se trouve dans les choix de la génération précédente. Il vaut la peine d'y réfléchir.

Sécularisation

Première remarque, il faut nuancer le bilan. Il suffit de traverser la Suisse romande pour remarquer de grosses différences entre les régions et les paroisses et cela n'est pas le fait du hasard. Ceci dit, les études de sociologie religieuse, en France comme en Suisse, s'accordent sur ce phénomène de distanciation des jeunes d'avec les institutions ecclésiastiques, à quelque confession qu'ils appartiennent. Il y a toutes sortes de raisons à cela.

Certaines sont extérieures : on ne peut pas dire que les médias ou l'enseignement soient très tendres à l'égard des Eglises. Il règne actuellement un soupçon généralisé à l'égard des religions, accusées d'être des sources de fanatisme et de violence. Et même si l'on ne met pas tout le monde dans le même sac, certains commentateurs laissent entendre que c'est parce que le christianisme a été, chez nous, tenu en laisse par les pouvoirs séculiers, qu'il se montre actuellement moins agressif que d'autres. Le fait que les Etats les plus athées et les plus anti-religieux se soient montrés les plus sanguinaires et les plus oppressifs au siècle dernier n'a, semble-t-il, pas du tout pénétré la réflexion contemporaine.

Le principe «religion égale intolérance» est un dogme actuellement, et tant pis pour Jésus, François d'Assise ou Gandhi. Et sans considérer, non plus, que les sources premières de la démocratie et des droits de l'homme découlent des positions de théologiens et de juristes chrétiens du Moyen Age et de la Renaissance. Mais ce serait trop demander au manque de culture politique et historique qui règne dans les médias grand public que d'imaginer même cela. Ce déficit de connaissances touche même largement l'enseignement supérieur.

D'une manière plus générale, les sociétés européennes sont touchées par le phénomène de la sécularisation. Les parents ont été atteints, les enfants le sont davantage encore. Les années soixante et septante ont créé les conditions du changement. La massification scolaire, le désintérêt pour la pratique religieuse ont fait le lit d'un détachement dont on mesure aujourd'hui les retombées démographiques. «Le pontificat de Paul VI (de 1963 à 1978) coïncide avec la désaffection des femmes - émancipées par la société civile, mais interdites de contraception par l'encyclique *Humanae vitae* - pourtant plus pratiquantes. Les enfants non baptisés des années 60 et 70 ont grandi et, à leur tour, négligent de transmettre une religion à laquelle on n'a jamais tenté de leur faire croire. D'autant moins que l'enseignement des religions à l'école, sujet à polémique depuis des années, se heurte toujours au veto des profs», note une étude française.²

En effet, les «sans-religion» sont passés de 10 % en 1966, à 45 % en 1996 et même à 63 % chez les 18-24 ans français. Alors même que «l'anticléricisme n'a plus cours et que les grandes idéologies athées, comme le marxisme, sont passées de mode», on constate chez les jeunes «une vraie sécularisation, et pas seulement le détachement d'une Eglise. Ce qui ne les empêche pas de se poser des questions d'ordre métaphysique, sur la création du monde ou la vie après la mort. Mais ils y apportent des réponses matérialistes en se référant aux sciences, en invoquant la théorie du big bang ou le darwinisme.»

En effet, la sécularisation, selon Peter Berger, est un «processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l'autorité des institutions et des symboles religieux. (...) Elle affecte la totalité de la vie culturelle et de l'idéation. Elle se traduit ainsi par la disparition des motifs religieux dans l'art, la philosophie, la littérature et - ce qui est le plus important - par le développement des sciences à titre de perspective autonome, franchement séculière.»



Les ruptures dans la tradition religieuse se produisent, tout à fait logiquement, en parallèle avec les ruptures dans les traditions familiales. Car la famille, l'enquête suisse de Roland Campiche le montre, reste un lieu fondamental pour la constitution de l'identité religieuse.⁵ Il cite le sociologue Jean Kellerhals : « Depuis les années 60, la distribution des rôles entre mari et femme, l'indissolubilité du mariage se sont effondrés, les différents modes de cohabitation (mariage, compagnonnage, famille monoparentale...) coexistent sans être vraiment régulés, la probabilité de la séparation et du divorce introduisent le provisoire dans le mariage et influent sur l'équilibre des relations. L'obligation de séduire ou de convaincre prend le pas sur l'autorité. Cela entraîne une influence directe sur le message religieux, porté par une institution, l'Eglise, dans laquelle l'autorité, le dogme, la morale jouent un rôle central. Il est clair que c'est un défi de dialoguer avec des

jeunes habitués désormais à se mouvoir dans les cadres du provisoire. »

Dans le domaine de la morale sexuelle et du couple, la rupture est la plus marquée. « Il faut reconnaître que la morale chrétienne dans son ensemble est refusée. Pourquoi ? Parce que, pendant longtemps, elle est apparue comme un moralisme plus qu'une morale et au lieu d'être dynamique, elle est devenue sclérosée. Devenue moralisante, moralisatrice, légalisante, desséchante, la morale était plus mortifère que vivifiante à leurs yeux.

Bien plus, il ne peut y avoir de morale chrétienne sans prière personnelle, communautaire, sans vie spirituelle et sans fondements théologiques. Depuis des décennies, la morale chrétienne était présentée comme un en soi et était restée comme un vestige, le dernier, d'une christianisation d'antan. Les principes de la morale chrétienne devaient être appliqués sans fondements. Beaucoup de parents se sont inquiétés de la

cessation de la pratique religieuse de leurs enfants, infiniment plus que de l'éducation de leur foi. Qu'est-ce qu'une pratique sans foi ? De même, des jeunes se sont vus inculquer des principes de morale qui ne trouvent leur explication que dans la foi ; sans foi : pourquoi une morale dite chrétienne ?⁴ C'est en effet la question à poser.

Les jeunes, même issus de milieux chrétiens, envisagent les « expériences sexuelles précoces, l'utilisation des contraceptifs, les relations sexuelles préconjugales, la cohabitation juvénile, voire l'avortement, comme des possibilités qui leur sont offertes pour se libérer et regardent parfois avec étonnement et condescendance les chrétiens qui n'acceptent pas ce genre de pratiques ; ils avouent ne pas comprendre l'enseignement officiel de l'Eglise dans ce domaine. (...) Ils reprochent souvent aux adultes de faire de leur sexualité un tabou, une chose secrète, et par là quelque chose qui attire et se vend. En revanche, leur façon de vivre leur sexualité est une manière d'être en relation. Les jeunes chrétiens aiment souligner combien l'Evangile est discret dans ce domaine, à l'inverse de l'Eglise... »

Or que devrait être la morale sinon une école du bonheur ? Tout le matériau éthique (exhortations, interdits, lois, valeurs, préceptes, normes) ne vise qu'à éviter aux individus et aux sociétés de s'égarer dans des chemins qui conduisent à la perte de soi-même. « Si tu veux réussir ta vie, voici ce que tu dois faire, et ce que tu dois éviter », dit la morale. Car ce qu'elle recherche, c'est en définitive la vie de l'homme », note un théologien et éducateur chrétien.⁵ Mais y a-t-il place pour un vrai débat moral dans notre formation religieuse ?

La liturgie aussi connaît ses problèmes. Les jeunes, pour la plupart, s'y ennuiant. Ils ont l'impression qu'il ne s'y passe rien, ils ont l'habitude de spectacles « qui déménagent » et, sans formation spirituelle, comment peuvent-ils entrer dans le chemin du silence et de l'intériorité ?

Ce qui ne veut pas dire que le religieux disparaît. De manière significative, l'enquête suisse fait état d'une progression de la prière chez les jeunes entre l'enquête de 1993 et de 1996. Mais la demande de spiritualité se fait sur une bande large qui va de l'ésotérisme au satanisme, en passant par les spiritualités orientales. Et surtout, elle reste centrée sur l'individu. Le succès du bouddhisme en ce sens n'étonne guère. Quand il découvre la misère humaine, le Bouddha se retire dans la solitude pour y apprendre le détachement. Nous sommes dans une période de détachement de la société et de concentration sur l'individu.

Crise de la citoyenneté

L'individualisme touche l'Eglise comme l'ensemble de la culture. Les années 70 contestaient les institutions, mais gardaient la confiance dans la capacité de réaliser une société plus égalitaire par des changements politiques. Cette espérance a largement disparu. On n'attend plus le salut de l'Etat, considéré comme un organisme de compensation des secousses économiques ; ni de l'économie, dont on attend seulement l'augmentation - ou le maintien - du niveau de vie. C'est à l'individu de trouver son bonheur. A lui, et à son petit groupe de proches.

« Vous avez des problèmes avec la jeunesse dans l'Eglise ? » me disait un homme politique. « Etes-vous venu dans une assemblée d'un parti traditionnel ? Il n'y a que quelques militants, et aucun jeune ! » Même remarque à l'ACAT ou au Club Alpin. C'est même assez pathétique d'entendre, dans un grand club, des membres qui se sont dévoués pendant des décennies dans les organisations de jeunesse constater qu'ils ne sont plus suivis.

Crise de la vie politique active, de la vie associative, mais c'est peut-être du côté de l'Ecole que viennent les signaux les plus inquiétants. L'automne passé, les collèges et lycées, dans plus d'une ville, ne parvenaient

pas à trouver de remplaçants. Beaucoup de jeunes professeurs quittent le métier après une ou deux années d'activité, et l'on parle dans certains cantons de 30 % des enseignants en congé maladie, souvent tout simplement par déprime. Des professeurs avec trente ans de métier se disent découragés : indiscipline, violences, désintérêt pour l'école chez de nombreux élèves et, fait nouveau, des parents qui se mettent du côté des enfants dès que les conflits interviennent. « Il faut avoir la vocation pour rester ! » entend-on jusque dans les milieux les plus laïcs ! L'École porte aussi sa part de responsabilité, trop de réformes ont voulu, dans une perspective égalitariste, couper le rapport entre la famille et les élèves. Cela n'a favorisé ni l'égalité ni le lien entre l'école et la société.

La société civile n'en a pas encore pris conscience, mais le repli individualiste la menace désormais plus gravement encore que l'Eglise. Où sont proposées aux jeunes des perspectives de dévouement, de service du prochain et de la collectivité ? Qui présente une vision du bien commun, un idéal plus large que la satisfaction des besoins privés ? Ni le développement économique, même durable, ni l'épanouissement individuel ne compenseront la perte de la dimension sociale.

Expériences spirituelles

Quant à l'Eglise, elle doit aussi s'interroger. A-t-elle suffisamment mis le rapport à Dieu au centre de son enseignement ? Ose-t-elle parler du bonheur de l'amour personnel avec le Christ ? Là où la dimension spirituelle fait défaut, les valeurs humaines se dégradent. Il faut un Père pour que les hommes soient frères. Sans cela, les retours éthiques et disciplinaires qui se préparent se feront sous une forme autoritaire.

J'ai eu la chance de rester en contact avec la jeunesse depuis plus de trente ans. Je connais ses aspirations et ses générosités. Il faut

avoir vécu des Journées mondiales de la jeunesse, comme à Manille, avec quatre millions de jeunes pendant 24 heures sur une même place, dans un climat souriant, aimable, pas idéologisé pour deux sous : des jeunes sachant prier, chanter, danser, célébrer, simplement et fraternellement. L'expérience s'est renouvelée à Paris et à Rome, au grand étonnement des sociologues. Je me souviens de soirées de camp vocation, pendant lesquelles des adolescents de 13 à 15 ans méditent pendant plusieurs heures dans un silence étonnant, à la lueur des bougies, sur les dons du Saint-Esprit. Et toutes ces retraites en montagne, quand une équipe débouche sur un sommet, après avoir tracé son chemin dans la neige, avec un sentiment de fierté, d'émerveillement et de profonde communion. Les discussions qui suivent, au refuge, n'ont plus rien de superficiel ou de convenu.

Tous ceux qui s'occupent de jeunes le savent, il faut non seulement leur offrir quelque chose, mais aussi beaucoup exiger d'eux. On ne peut pas parler de Dieu et ne proposer que de tièdes expériences. Peut-être est-ce le Dieu trop embourgeoisé de la génération antérieure qui éteint les aspirations généreuses de beaucoup de nos jeunes.

J.-B. F.

¹ Le thème du 10^e symposium du Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (Rome, avril) était « Les jeunes d'Europe dans le changement, un laboratoire de la foi » (n.d.l.r.).

² Cf. **Sylvette Denèfle**, *Sociologie de la sécularisation, Etre sans religion en France à la fin du XX^e siècle*, L'Harmattan, Paris 1997, 304 p.

³ **Roland Campiche**, *La religion, un défi pour les Eglises*, Institut d'éthique sociale de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse, 2001.

⁴ **Bernard Mollat**, *Jeunesse*, in « Dictionnaire de la vie spirituelle », Cerf, Paris 1989, pp. 581-602.

⁵ Cf. **Xavier Thévenot**, *Aujourd'hui quelle morale ?*, Secrétariat national de l'aumônerie de l'enseignement public, Cahier n° 8, Paris février 1979, p. 9, cité par **B. Mollat**, *op. cit.*, p. 597.